

TUNISIE

LE RETOUR DU MYTHE BEN ALI

Treize ans après la révolution de 2011, une partie des Tunisiens regarde vers l'ancien régime avec un regard apaisé, voire admiratif. Crise économique, sentiment d'insécurité et désenchantement politique nourrissent ce basculement des perceptions. **Par Fatma Torkhani**

Treize ans après la “révolution de jasmin”, qui a chassé Zine El-Abidine Ben Ali du pouvoir, une partie croissante de la population tunisienne exprime ouvertement sa nostalgie de l'ère du dictateur, inhumé en Arabie saoudite, où il vivait en exil depuis sa chute en 2011. Ce qui était auparavant un sentiment marginal est devenu une opinion de plus en plus banalisée dans l'espace public, portée notamment par le Parti destourien libre d'Abir Moussi, ancienne membre et avocate du Rassemblement constitutionnel démocratique, le parti de Ben Ali. Pour ces nostalgiques, l'ancien régime incarne un âge d'or perdu, une époque où la Tunisie semblait maîtriser son destin.

Le mirage démocratique

Myriam, 42 ans, diplômée d'une maîtrise de droit public et employée dans une entreprise de télécommunications, résume ce sentiment avec amertume. *“Du temps de Ben Ali, on avait un pays qui tenait la route, dont on pouvait être fiers, avec un tourisme fort, une vraie économie”,* affirme-t-elle. Avec ses 1000 dinars mensuels, elle se considère *“chanceuse”* dans un pays où le taux de chômage dépasse 15 % et où l'inflation atteint près de 9,3 %. Elle connaît des personnes qui vivent avec 300 dinars par mois et doivent nourrir des familles entières. *“Même avec ça, si je veux m'offrir de petits plaisirs, comme partir en vacances à l'étranger, je dois faire des prêts à la banque”,* soupire-t-elle.

Sa critique du système politique actuel est acerbe : *“Aujourd'hui, la politique, c'est devenu n'importe quoi. Tout ce qu'ils savent faire, c'est se disputer le pouvoir, faire des alliances pour se trahir le lendemain. Et après, ils se disent démocrates. Au moins, avec Ben Ali, on savait à quoi s'en tenir.”*

La désillusion face à la classe politique post-révolutionnaire constitue l'un des principaux moteurs de cette nostalgie. Le politiste Selim Kharrat explique que ceux qui se disent nostalgiques évoquent surtout le manque d'un cadre sécurisant, d'une *“main ferme”*

pour diriger le pays, contrairement à l'actuel tâtonnement politique, où la classe dirigeante semble en décalage avec les préoccupations réelles des Tunisiens. Ils voient des élites en perpétuelles tractations et négociations, sans réel souci de l'intérêt public.

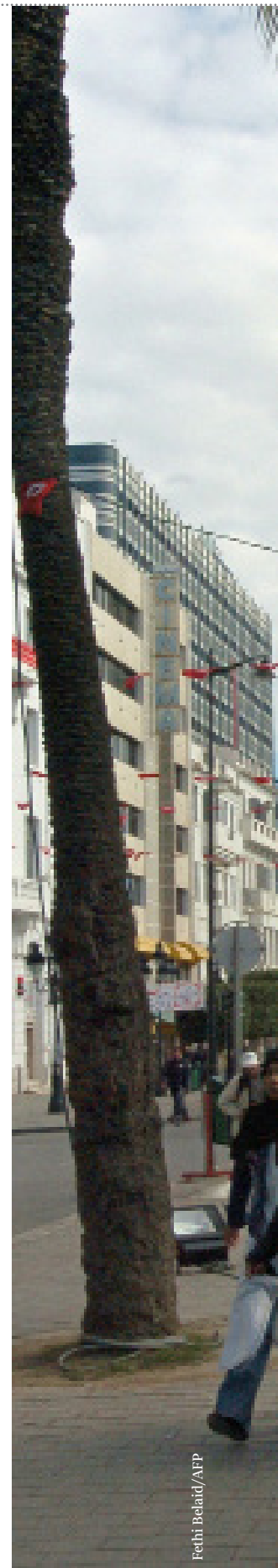
Paradoxalement, cette nostalgie s'exprime alors même que le président Kaïs Saïed a instauré, depuis juillet 2021, un régime de plus en plus autoritaire. Après avoir limogé son Premier ministre et gelé le Parlement, il a fait élire une nouvelle Assemblée aux pouvoirs fortement restreints. Plusieurs organisations non gouvernementales tunisiennes et internationales dénoncent une régression des droits et des libertés, marquée par des poursuites et des condamnations visant des dizaines d'opposants, d'avocats ou de journalistes.

Le regret d'une “main ferme”


La question sécuritaire revient constamment dans les témoignages. Zouhair, 37 ans, chauffeur de taxi, incarne cette angoisse. *“Le pays est en train d'entrer dans un mur. Je n'ai même plus aucune vision pour l'avenir. Sous Ben Ali, on avait une vraie sécurité. Aujourd'hui, je ne veux plus travailler après 20 heures, la délinquance est de plus en plus présente”,* confie-t-il.

Son discours se radicalise lorsqu'il évoque la révolution : *“Qu'est-ce qu'elle a apporté ? Une bande de bons à rien qui ne font que nous enterrer encore plus ? Du temps de Ben Ali, au moins, les barbus, les terroristes, les voyous étaient en prison.”* La menace terroriste, notamment celle incarnée par Daech dans les années ayant suivi la révolution, nourrit ce sentiment que l'ancien régime aurait su protéger le pays. *“Si demain on me demande de remonter le temps et d'arrêter la révolution, je le fais tout de suite”,* assène Zouhair, qui a dû s'endetter pour se marier.

Arbi, 73 ans, retraité, porte ce regard nostalgique avec gravité. *“Ça fait mal de voir mon pays dans cet état. Au-delà de l'économie et de la sécurité, c'est de constater que le pays ne vaut plus rien. Aujourd'hui, tout*



Fethi Belaid/AFP



A l'occasion du 19^e anniversaire de sa présidence, le 7 novembre 2006, Ben Ali gracie 55 détenus islamistes, dont deux dirigeants du parti interdit Ennahdha.

“LA POLITIQUE, C’EST DEVENU N’IMPORTE QUOI. AU MOINS, AVEC BEN ALI, ON SAVAIT À QUOI S’EN TENIR”

est une bataille : trouver un travail, faire un papier à l'administration. La corruption existe encore, la dictature aussi, mais on fait semblant de ne pas la voir”, déplore-t-il.

Il conserve chez lui un portrait de Ben Ali. “Je le regrette tous les jours. Il savait tenir le pays. Des fois, il vaut mieux écouter un homme fort plutôt que 4 000 qui vous brossent dans le sens du poil.”

Cette nostalgie se nourrit également d'un travail de mémoire inachevé. La liste officielle des blessés et martyrs de la révolution n'a toujours pas été publiée par le gouvernement, comme si la page ne pouvait être tournée faute d'avoir été correctement écrite. Dans ce contexte, la répression actuelle du régime de Kaïs Saïed brouille encore davantage les lignes.

La cour d'appel de Tunis a alourdi à vingt ans la peine de prison prononcée contre le chef du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi, emprisonné depuis 2023. Ce verdict porte à plus de quarante ans la durée totale de ses condamnations. Des citoyens comme le député Ahmed Saïdani sont également poursuivis pour avoir critiqué le président sur les réseaux sociaux.

L'échec à transformer les espoirs de 2011

La situation économique désastreuse alimente ce sentiment de régression. Selon le site Raseef22, de nombreuses familles tunisiennes n'espèrent plus de solutions de la part du gouvernement pour améliorer leur quotidien et comptent sur leurs proches à l'étranger. Les transferts d'argent, venus d'Europe ou des pays du Golfe, ont atteint 7,6 milliards de dinars en 2024 (2,2 milliards d'euros), témoignant de la dépendance croissante du pays à sa diaspora.

Cette nostalgie trouve même des expressions culturelles, comme le documentaire *I AM K2* du rappeur Karim Gharbi, alias K2Rhym, célèbre pour avoir été marié à Nesrine Ben Ali (la fille de l'ex-président) de janvier à octobre 2019. Ce dernier tente aujourd'hui d'établir une filiation symbolique avec l'ancien dictateur.

La banalisation de cette nostalgie révèle, en filigrane, l'échec partiel de la transition démocratique à transformer les espoirs de 2011 en réalités concrètes pour une population épuisée par les crises successives. ■